

N° 000 12

03 JUIN 2025

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°-----/AONR/MINFI/CIPM/2025 DU ----- POUR
LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET
D'APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES TERRITOIRES RURAUX AU CAMEROUN (SECAL)**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des audits conventionnels des programmes C2D, le Ministre des Finances lance pour le compte du C2D Pilotage, un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un cabinet chargé de réaliser l'audit comptable et financier du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire dans les Territoires Ruraux au Cameroun (SECAL), sur financement de la Convention du Pilotage du C2D.

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00018/AAM/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 31 mai 2024, publié le 10 juin 2024 dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

2. Consistance des Prestations

La réalisation de cet audit est prévue par la convention d'affectation de ressources du projet SECAL N°CCM 1816-01P du 17 novembre 2023 en son point 3.2 (e) qui stipule « le bénéficiaire s'engage à ce que les comptes du projet fassent l'objet d'audits annuels jusqu'à la remise du rapport d'audit final. Ces audits seront réalisés par un cabinet d'audit indépendant, internationalement reconnu et de bonne réputation sélectionnée après avis de non-objection de l'Agence (i) sur le choix du cabinet d'audit et (ii) sur les Termes de référence de la mission d'audit.

L'objectif général de l'audit est d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation comptable et financière de chaque dispositif du projet SECAL et notamment des dépenses effectuées dans la période considérée. Dans ce sens, il sera question d'auditer tous les fonds alloués au programme (fonds C2D et la subvention complémentaire de 5 millions d'Euros accordée par le gouvernement française au projet).

Il sera donc question d'une part de passer en revue l'efficacité et l'efficience des opérations financières, ainsi que des processus du projet SECAL au cours de chaque exercice budgétaire de 2024 à 2028 et clôture dans chaque dispositif, et d'autre part, de s'assurer que les ressources mises à disposition (fonds C2D et la subvention complémentaire de 5 millions d'Euros) de chaque dispositif du projet SECAL sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte de l'objectif du projet.

Le présent audit a pour objectif de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- Les états financiers¹ de chaque dispositif du projet SECAL donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues (fonds C2D et la subvention complémentaire de 5 millions d'Euros) pour le Projet au cours de la période couverte par l'audit ;
- Les fonds alloués (fonds C2D et la subvention complémentaire de 5 millions d'Euros) à chaque dispositif du projet sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères

¹ Le terme générique « états financiers » est utilisé quel que soit le format utilisé par l'entité : bilan et compte d'exploitation / de résultat, situation d'exécution budgétaire, tableau emplois-ressources, etc.

d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies) ;

- Les marchés passés dans chaque dispositif du projet SECAL conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité
- Le système de contrôle interne mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- Les marchés exécutés conformément aux prescriptions techniques et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations de chaque dispositif du projet SECAL sur les différents aspects de l'audit.

3. Exercices

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront réalisées en cinq (05) exercices distincts ci-après :

1. Exercice 2024 ;
2. Exercice 2025 ;
3. Exercice 2026 ;
4. Exercice 2027 ;
5. Exercice 2028 et clôture.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à quatre-vingt-dix millions (90 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises pour tous les exercices à auditer (5 exercices correspondant à 5 audits annuels).

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de trois cent (300) jours calendaires, soit *soixante (60) jours calendaires* pour chacun des cinq exercices à auditer.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est restreinte aux Cabinets ci-après retenus à l'issue de l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00018/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 31 mai 2024, pour les prestations susvisées :

N°	CONSULTANTS	ADRESSES	TELEPHONE/FAX
1	MAZARS Cameroun	B.P : 3791 Cameroun	675 291 273 / 233 424 274
2	SEC DIARRA	Rue 378 – BP 2111 Bamako / Mali	+223 20 21 41 02 / 20 21 94 46
3	ARC-AUDIT & CONSULTING SARL	B.P : 6297 Yaoundé-Cameroun	(237) 222 21 36 31 / (237) 699 90 97 59 / (237) 676 91 92 92
4	AUDIT CONSEIL FORMATION	B.P : 12 489 Douala	+237 233 42 89 02
5	ERNST & YOUNG	B.P : 4120 Akwa Douala, Cameroun	+237 695 49 63 46

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par les fonds de concours pilotage du C2D dédiés aux audits sur la Convention du Pilotage du C2D.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne et/ou en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million huit cent mille (1 800 000) FCFA ; il est égal à 2% du coût prévisionnel Toutes Taxes Comprises (TTC) du marché conformément à l'Arrêté N°093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais de dossier d'appels d'offres, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : Conformément à la Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, les cautionnement émis dans le cadre des marchés sont constitués à 100% et sont consignés en numéraire à CDEC.

NB : Les modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de restitution et déconsignation des cautionnements dans le cadre des marchés publics doivent être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du C2D (STADE-C2D) sis au Quartier Bastos à Yaoundé (Immeuble OYILI à côté de l'OMS). Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue auprès des Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de francs CFA 90 000 (quatre-vingt-dix mille) payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit à l'adresse sus indiquée. Toutefois, la soumission que ce soit en ligne ou hors ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, au plus tard le 07 AUG 2025 à 13 Heures précises et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 00012 /AONR/MINFI/CIPM/2025 DU 03 JUN 2025
POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET
D'APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES TERRITOIRES RURAUX AU CAMEROUN (SECAL)

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le 07 AUG 2025 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de

sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- PEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Dans le cadre de cet Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 07 AUG 2025 à 14 Heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI, sise à MVOG ADA, Immeuble face Collège MONTESQUIEU.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative minimale de 80 points sur 100 seront ouvertes à une date ultérieure par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après Avis de non objection de l'Agence Française de Développement (AFD) sur le rapport d'analyses des pièces administratives et offres techniques.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne

de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de 48 heures sera accordée par la Commission pour permettre au Candidat de compléter ou corriger la pièce. Passé ce délai sans réponse, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.² Etant entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel[.]

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- L'absence de l'offre financière témoin ;
- L'absence et/ou non-conformité du cautionnement de soumission conformément aux textes en vigueur à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique < 80 points /100.
- *L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;*
- *Du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;*
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale ;
- L'absence des CCAP et TDR paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé ».

15.2-Critères essentiels³

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à

²Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché soumissionnaires

³ Préciser les modalités de validation des critères essentiels à partir du nombre de sous-critères respectés

exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre : 3 points
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires : 14 points ;
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : 40 points ;
- Qualification et compétence des experts : 40 points ;
- Solvabilité et capacités financières : 3 points ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque exercice, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant durée de 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et Développement (STADE-C2D).

Situé à NLONGKAK face OMS au Rez de Chaussée de l'Immeuble OYILI, B P 33232 Yaoundé E-mail : minfi_ctb_stadec2d@yhoo.com.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 60 43, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

Yaoundé le, 03 JUIN 2025

Le Ministre des Finances,
Maître d'ouvrage du Pilotage du C2D

Copies :

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant
- Président CIPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

**RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N°-----/RNIT/MINFI/CIPM/2025 OF -----
FOR THE SELECTION OF A FIRM CHARGED TO CARRY OUT THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF
THE FOOD SECURITY SUPPORT PROJECT IN RURAL TERRITORIES IN CAMEROON (SECAL)**

1. Subject of the Call for Tender

Within the framework of conventional audits of C2D programs, the Minister of Finance, Contracting Authority of C2D Steering agreement, is launching a Restricted National Call for Tenders for the selection of a firm charged to carry out the accounting and financial audit of the Food Security Support Project in Rural Territories in Cameroon (SECAL), financed by the C2D steering agreement.

This call for tenders follows the Notice of Call for Expression of Interest N°00018/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of May 31, 2024, published on June 10, 2024 in the Journal of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP).

2. Nature of the Services

The carrying out of this audit is provided for by the SECAL project resource allocation agreement No. CCM 1816-01P of November 17, 2023 in point 3.2 (e) which stipulates "the beneficiary undertakes to ensure that the project accounts be subject to annual audits until the final audit report is submitted. These audits will be carried out by an independent, internationally recognized and reputable audit firm selected after notice of no objection from the Agency (i) on the choice of the audit firm and (ii) on the Terms of Reference of the audit mission.

The general objective of the audit is to express an independent professional opinion on the accounting and financial situation of each system of the SECAL project and in particular, the expenditure made during the period considered. In this regard, the audit will cover all funds allocated to the program (C2D funds and the additional grant of 5 million Euros granted by the French government to the project).

It will therefore be a question of, on the one hand, reviewing the effectiveness and efficiency of financial operations, as well as the processes of the SECAL project during each budgetary year from 2024 to 2027 and closing in each system, and on the other hand, to ensure that the resources made available (C2D funds and the additional grant of 5 million Euros), to each SECAL project are used for the purposes for which they were granted with a view to achieving the project objective.

The objective of this audit is to enable the auditor to express a professional opinion on the following elements:

- the financial statements of each SECAL project system, give a faithful image in all their significant aspects, of the expenditure actually incurred and the revenue actually received (C2D funds and the additional grant of 5 million Euros) for the Project during the period covered by the audit;
- the funds allocated (C2D funds and the additional grant of 5 million Euros) to each project device are, in all their significant aspects, used in accordance with the applicable contractual conditions; expenditure complies with the rules of good financial management, assessed in particular with regard to the eligibility criteria (see Appendix 1 – Nomenclature of findings and anomalies);

- the contracts awarded in each system of the SECAL project in accordance with the rules in force and in compliance with the principles of economy, efficiency, transparency and equity;
- the internal control system established and used by the Entity to manage the risks linked to the achievement of the Project's objectives was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit;
- the contracts executed in accordance with the technical requirements and according to the planned standards.

The auditor will also have to make recommendations for each system of the SECAL project on the different aspects of the audit.

3. Installment

The services covered by this Call for Tenders will be carried out in five (05) distinct installment as defined below:

1. Financial year 2024,
2. Financial year 2025;
3. Financial year 2026;
4. Financial year 2027;
5. Financial year 2028 and closure.

The consistency of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this TF.

4. Estimated cost

The estimated cost of the mission is ninety million (90,000,000) CFA Francs, all taxes included, for all financial years to be audited (5 financial year's corresponding to 5 annual audits), including eighteen million (18,000,000) CFA for each financial year.

5. Estimated execution time frame

The maximum period provided by the Project Owner for the performance of the services covered by this call for tenders is sixty (60) calendar days for each financial year to be audited.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this call to tender is restricted to the Firms below selected following the Notice of Call for Expression of Interest No. 00018/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of May 31, 2024, for the above-mentioned services:

N°	CONSULTANTS	ADDRESSES	TELEPHONE/FAX
1	MAZARS Cameroun	B.P : 3791 Cameroun	675 291 273 / 233 424 274
2	SEC DIARRA	Rue 378 – BP 2111 Bamako / Mali	+223 20 21 41 02 / 20 21 94 46
3	ARC-AUDIT & CONSULTING SARL	B.P : 6297 Yaoundé-Cameroun	(237) 222 21 36 31 / (237) 699 90 9 / (237) 676 91 92 92
4	AUDIT CONSEIL FORMATION	B.P : 12 489 Douala	+237 233 42 89 02
5	ERNST & YOUNG	B.P : 4120 Akwa Douala, Cameroun	+237 695 49 63 46

7. Financing

The services covered by this call for tenders are financed by C2D piloting competition funds dedicated to audits of the C2D Piloting Convention.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline/online.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount one million eight hundred thousand (1 800 000) CFA francs. It is set at 2 % of the estimated amount, all taxes inclusive, of the contract in accordance with the Order No. 093/CAB/PM of November 5, 2002 setting the amounts of the tender deposit and the tender file fees and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

NB: In accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, the guarantees issued as part of the contracts are constituted at 100% and are deposited in cash at CDEC.

NB: The terms of constitution, deposit, conservation, restitution and deconsignment of guarantees in the context of public contracts must comply with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024.

10 Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the services of the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of C2D (STADE-C2D) located in the Bastos District in Yaoundé (OYILI Building next to the WHO), during working hours upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted at the ARMP website (www.armacm.cm).

11 Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and Materials, Contracts Service, Door 335 as soon as this notice is published against the payment of a non-refundable sum of 90 000 (ninety thousand) CFA francs for TF purchase fees payable at the Public.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the address-es indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

- If the submission is done offline, the administrative offer shall be produced in seven (7) copies, including the original and six (6) copies marked as such, must be received at Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and of Materials, Markets Department, Door 335, no later than 07 AUG 2025 at 1 p.m. and must be marked as follows::

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 00012 - /RNIT/MINFI/CIPM/2025 OF 03 JUN 2025
FOR THE SELECTION OF A FIRM CHARGED TO CARRY OUT THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF
THE FOOD SECURITY SUPPORT PROJECT IN RURAL TERRITORIES IN CAMEROON (SECAL)
"To be opened only during the bid-opening session"

- If the submission is done electronically, the offer shall be transmitted, by the bidder on COLEPS platform or any other electronic communication means indicated by the project owner no later than **07 AUG 2025** at 1 p.m. A backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above mention, within deadlines.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of Bids

The opening of the bids is done in two stages,

The opening of administrative documents and technical offers will take place on **07 AUG 2025** p.m. in the meeting room of the Internal Procurement Commission at MINFI, located at MVOG ADA, Building opposite Collège MONTESQUIEU.

Only the financial offers of the bidders that obtained a qualified technical minimum score of 80 points out of 100 shall be opened by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the obtention of the Notice of no objection from the French Development Agency (AFD) on the analysis report of administrative documents and technical offers.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

[The launching of the bid opening session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender Files.]

15 Evaluation criteria

[The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential].

15.1 Eliminatory criteria

These criteria fix the minimum conditions to be met to qualify for evaluation according to the essential criteria. They should not be the subject of scoring. Failure to comply with these criteria shall result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- Absence of the sample financial offer;
- Absence and/or non-compliance of the bid bond when opening bids in conformity with the texts in force at the opening of bids;
- Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- technical score less than 80 out of 100 marks;
- absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years;
- failure to comply with the bids file format for online submissions;
- absence of categorisation certificate, where applicable;
- absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
- Absence of the Integrity charter dated and signed;
- Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
- Absence of the declaration of integrity, eligibility and environmental and social responsibility.
- Absence of the Books of specific administrative clauses and Terms of Reference initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved".

15.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key aspects used to judge the technical and financial capacities of candidates to execute the services or deliver the supplies subject of the invitation to tender. They shall be determined based on the nature and consistency of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria met should be formally specified.

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) points depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

- Presentation of the offer: 3 points;
- the bidder's references in the provision of similar service: 14 points;
- the proposed methodology in compliance with the ToR: 40 points;
- qualification and competence of experts: 40 points;
- Solvency and financial capacity: 3 points.

N.B : Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical and financial criteria.

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for days from the initial deadline for submission of tenders.

18 Further information

Further information may be obtained during working hours from the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of the Debt Reduction and Development Con-tract (STADE-C2D), located in NLONGKAK opposite OMS on the Ground Floor of the OYILI Building, B P 33232 Yaoundé E-mail: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

19. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) 222 20 60 43.

02 JUN 2025
Yaoundé, the

**The Minister of Finance,
Contracting Authority**

Copies :

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.